

Intervention de M. Joseph Paul IBOULI MAGANGA, Vice-président du comité de pilotage de l'INFF, Inspecteur des services au ministère de l'Économie et de la Relance du Gabon

ATELIER DE FORMATION SUR LES CADRES DE FINANCEMENT NATIONAUX INTÉGRÉS (INFF) en AFRIQUE

Co-organisé par l'UNITAR, la CEA, le PNUD et le Département des Affaires Economiques et Sociales

24 août 2021

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de me donner l'opportunité de partager l'expérience du Gabon en matière de cadre national de financement intégré, un processus que nous avons lancé y a un an déjà.

Je suis Monsieur **Joseph Paul IBOULI MAGANGA** et je suis vice-président du comité de pilotage du projet, Inspecteur des services au sein du Ministère de l'Economie et de la Relance.

Depuis 2009, le Gabon, en adoptant le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE 2009-2025), fait du développement durable le socle de son nouveau modèle de développement. Via son pilier central « Gabon Vert », le pays vise à accélérer la transition d'un modèle uniquement basé sur les industries extractives (Pétrole, Mines) vers l'économie verte.

Sur le plan de la vision, le PSGE est largement aligné sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Agenda 2030 adopté en 2015. Toutefois, sa mise en œuvre pâtit de l'absence d'une stratégie de financement adéquate et soutenable dans la durée, si bien que les progrès enregistrés en matière de diversification économique entre 2009 et 2015, notamment dans les secteurs de l'économie verte (bois, agriculture...), ont été ralentis par la baisse drastique des prix du pétrole intervenu à partir de 2014, occasionnant ainsi le recul des investissements publics nécessaires à l'amplification des investissements privés.

Pour pallier cette situation, le présent Programme Conjoint vise à accompagner le Gabon à développer ses capacités de formulation d'une stratégie de financement de la transition vers une économie plus verte, qui permettra d'accélérer la réalisation des ODD sur le plan national et de contribuer à la lutte contre les changements climatiques sur le plan international.

L'approche systémique, qui sera développée dans ce cadre, permettra de :

- Bâtir un cadre de financement du PSGE aligné sur les ODD et la transition vers l'économie verte, y compris le renforcement de son système de suivi ;

- Rationaliser l'écosystème du financement du développement, intégrer ses composantes et soutenir la mise sur pied d'un cadre de dialogue multi-acteurs (Gouvernement, Secteur Privé, Société Civile, Partenaires au Développement) ;
- Analyser toutes les opportunités de financements innovants auxquels le Gabon pourra accéder, y compris la finance climatique, pour accélérer son développement durable ;
- Développer les capacités nationales dans les domaines susmentionnés.

Trois résultats clefs sont attendus :

- **Résultat 1** : Le développement et l'alignement du Cadre de Financement des ODD sur le PSGE (Cartographie des flux de financement des ODD et l'économie verte ; Renforcement du mécanisme de gouvernance du financement des ODD).
- **Résultat 2** : La mise sur pied des nouveaux instruments de financement pour faciliter la transition vers l'économie verte (Comptabilité du Capital Naturel du Gabon et identification des services écosystémiques à valoriser ; Mise sur pied des outils analytiques pour le financement de l'économie verte ; Etude de faisabilité de la mise sur pied d'un Fonds Vert et des modalités de son alimentation ; Développement des PPP dédiés au financement de l'économie verte ; Accès facilité du Gabon aux instruments de la finance climatique disponibles au niveau mondial ; Coopération Sud-Sud et Triangulaire avec les pays disposant d'expériences avérées en matière d'économie verte).
- **Résultat 3** : La préparation et la mise en œuvre d'un plan de communication sur l'économie verte (Campagne de sensibilisation sur l'économie verte ; Plaidoyer en faveur de solides PPP en faveur de l'économie verte via la présentation d'opportunités d'affaires et l'organisation de forums d'investisseurs ; Production et dissémination d'outils de communication).

Concrètement, nous avons conduit l'exercice du DFA et nous avons une feuille de route qui devra être consolidée avec le lancement des études en cours. L'analyse du DFA révèle un désalignement entre les fonctions de planification et de politique de financement du Gouvernement, une focalisation étroite sur les ressources publiques pour financer les ODD et la participation d'un groupe restreint de parties prenantes au dialogue et au processus décisionnel sur le financement des ODD. Ce sont là autant de défis majeurs auxquels le Gabon fait face pour l'atteinte de ses objectifs de développement.

L'absence d'une politique globale de mobilisation des financements, qui s'intègre dans les stratégies nationales de développement, complique la mise en œuvre du plan de développement du Pays ainsi que les ODD. Les différentes stratégies de développement sectorielles et environnementales incarnées par le PSGE démontrent la volonté, au plus haut niveau de l'Etat, de diversifier les sources de croissance économique et de réduire les inégalités. Il est

clair que nous avons un besoin de financement pour atteindre les priorités de développement durable.

La Vision du Gabon Emergent à l’horizon 2025 ne s’appuie pas sur des estimations des besoins de financement pour sa réalisation. Cependant le PAT est chiffré et le gouvernement est en train d’affiner ce chiffrage.

Les capacités de mise en œuvre des politiques doivent cependant être aussi renforcées pour assurer une présence effective de l’administration publique dans tous les pans du processus.

Historiquement, le financement du développement au Gabon repose principalement sur les recettes publiques, l’investissement privé et les investissements direct étrangers (IDE). Cependant, les recettes publiques et l’investissement privé national sont en déclin structurel. Cette tendance se traduit par une stagnation du financement au développement, ainsi que la dépendance croissante des flux de financement internationaux.

Ce contexte marque deux priorités pour la mise en œuvre d’une stratégie de financement de développement qui devrait en premier lieu, limiter la dépendance des flux internationaux en mettant l’accent sur la mobilisation des ressources domestiques et, en second lieu, maximiser l’alignement et les contributions des investissements privés sur les priorités de développement durable et les ODD du Gabon.

Le contrôle de l’exécution du budget est à renforcer. Si la prévisibilité est renforcée par la mise en œuvre progressive de la BOP, le contrôle de l’exécution est en revanche affaibli par l’absence de transparence des modes de gestion des marchés publics passés majoritairement par entente directe.

L’absence d’un suivi continu et systématique des avancées des ODD au Gabon est une contrainte majeure pour l’établissement d’un CNFI. La budgétisation axée sur la performance représente une opportunité pour introduire des éléments de suivi des dépenses budgétaires liées aux ODD ou simplement aux objectifs environnementaux.

La faiblesse de l’écosystème des statistiques contraint significativement les efforts de suivi et de contrôle. L’insuffisance d’informations recueillies par les systèmes de suivi n’est donc pas en mesure d’éclairer la conception et la mise en œuvre des politiques financières pour des flux financiers spécifiques. Certaines démarches sont en place en ce qui concerne les finances publiques. Cependant, celles-ci bénéficieraient d’une centralisation des données, par exemple au Ministère de l’Economie.

La participation du public à la gestion du budget se limite à son information, qui demeure faible. Aucun mécanisme n’est en place pour permettre au public de participer directement à la gestion budgétaire, alors que l’approche de budgétisation par objectifs de programmes a rendu les

documents budgétaires plus compréhensibles et davantage complets, l'accès du public aux informations budgétaires reste à renforcer.

Cependant, les études en cours dans le cadre de l'INFF vont corriger tous ces goulots d'étranglement. Les études sur les finances publiques vertes pour arriver avec des marqueurs verts à travers le budget de l'Etat, la fiscalité verte pour promouvoir un système de production durable et sortir du problème des dépenses fiscales élevées (5% du PIB), notamment dans l'économie verte (forêt), le budget sensible au genre pour avoir des marqueurs roses et mener des politiques plus inclusives et l'analyse de l'éclosion de l'économie verte pour lever les goulots d'étranglement de cette branche de l'économie qui n'attire pas suffisamment les investissements privés comparativement aux secteurs pétroliers ou miniers. Dans la même dynamique nous avons lancé « *SDG Investor Map* » qui est la cartographie des investissements alignés sur les ODD afin d'inciter le secteur privé à investir en faveur des ODD et enfin le chiffrage des coûts des ODD en s'assurant de l'alignement.

Grâce à un processus de dialogue itératif, nous avons réussi à sensibiliser les parties prenantes clefs : le Ministère de l'Economie, le Ministère en charge de l'Environnement, le Ministère du Budget, la Primature, la Présidence de la République à travers le Conseil National du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT), le secteur privé, les ONG et le Parlement.

Nous sommes maintenant en train de pousser pour renforcer le cadre de gouvernance de l'INFF, afin de davantage rationaliser le fonctionnement des cadres de gouvernance/financement du développement qui existent.

Le grand défi reste la mise en place de cette plateforme de dialogue avec le secteur privé dont on sait qu'il intervient beaucoup en faveur des ODD dans le cadre de sa politique RSE.

Merci pour votre aimable attention.